

## Perspectives économiques provinciales

### Mieux, mais pas fort

20 mars 2024

- Nous avons revu à la hausse nos projections de croissance d'un bout à l'autre du pays pour 2024; celles-ci reflètent une plus grande résilience des consommateurs et une amélioration des perspectives de dépenses en immobilisations. Toutefois, des résultats inférieurs à la tendance sont probablement à prévoir pour la plupart des provinces. Les taux de croissance relative restent pratiquement identiques à ceux de nos prévisions antérieures. En effet, nous nous attendons toujours à ce que la région de l'Atlantique et celle des Prairies enregistrent des rendements supérieurs, tandis que l'Ontario, la Colombie-Britannique et le Québec devraient afficher des résultats plus modestes.
- Nous sommes à mi-chemin de la période des budgets de 2024 et les « quatre grandes provinces » (à l'exception de l'Ontario) ont publié leurs plans budgétaires, ce qui nous a permis de dégager les principaux points à retenir. L'Alberta prévoit un surplus pour les prochaines années. Dans les autres provinces, les projets de dépenses en hausse (par rapport aux mises à jour budgétaires antérieures) et/ou les mesures d'allègement fiscal devraient améliorer la croissance à court terme, notamment en Colombie-Britannique, au Québec et en Nouvelle-Écosse. Ces mesures ont cependant un coût. Nous prévoyons des déficits d'environ 1% à 2% du PIB cette année.
- En ce qui concerne le prix moyen des propriétés au Canada, une croissance plus forte que celle prévue lors de nos prévisions antérieures est sur le point d'être enregistrée pour le T1 de 2024, la Colombie-Britannique et l'Ontario contribuant le plus à cette augmentation inattendue. En raison du raffermissement des conditions dans ces deux marchés, nous observons désormais une croissance positive des prix dans la quasi-totalité des provinces cette année, soutenue d'abord par l'Alberta.
- Cette année, l'accroissement démographique dans chaque région devrait afficher un taux historiquement vigoureux en raison des cibles élevées d'immigration de résidents permanents. Parallèlement, d'ici la fin de l'année, le nombre de résidents non permanents devrait diminuer par rapport au rythme historique observé l'an dernier, le gouvernement fédéral ayant récemment annoncé que le plafond fixé sur le nombre de visas accordés aux étudiants étrangers commençait à faire effet. L'Ontario, la Colombie-Britannique, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick sont les provinces où ce plafond est susceptible d'avoir les effets les plus importants.
- Les provinces productrices de produits de base restent les mieux placées pour surmonter les obstacles à la croissance, car les prix du pétrole et des produits de base demeurent élevés. L'Alberta est sur le point d'accroître de façon importante sa production de pétrole cette année.
- Les taux de chômage des différentes provinces continueront à progresser graduellement cette année. Dans l'ensemble des provinces, l'Alberta et la région de l'Atlantique devraient inscrire des rendements supérieurs, car la croissance de l'emploi, qui demeure satisfaisante, peut mieux suivre le rythme de la croissance de la population active. L'Ontario, le Québec et la Colombie-Britannique feront probablement face à un ralentissement plus prononcé de l'embauche.

Prévisions de croissance des PIB réels provinciaux (2024)

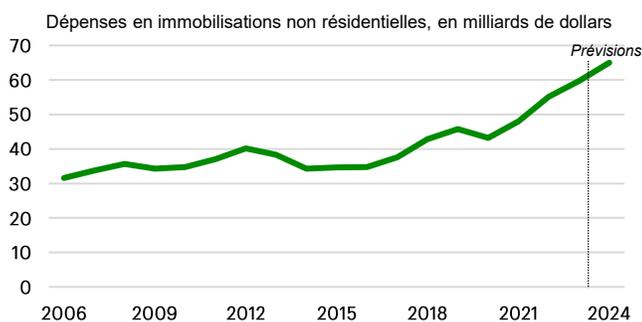


Source: Services économiques TD. Prévisions en date de mars 2024.

Atteignant un taux d'à peine +0,1%, la croissance économique estimée au Québec l'année dernière a frôlé de très près la limite entre expansion et contraction. Cela dit, cette performance inhabituellement faible était en partie attribuable à des facteurs particuliers. La production hydroélectrique, par exemple, a été touchée de plein fouet par les sécheresses. Le secteur de la construction résidentielle a également connu une baisse importante, qui s'explique par le rajustement du volume des activités après quelques années de surconstruction. Ensemble, ces deux facteurs sont venus retrancher environ 0,5 point de pourcentage à la croissance du PIB en 2023, ce qui laisse entrevoir une situation sous-jacente plutôt favorable. Dans la même veine, la croissance du marché de l'emploi est demeurée solide avec un taux passant à 2,3%, ce qui est nettement supérieur à la moyenne à long terme.

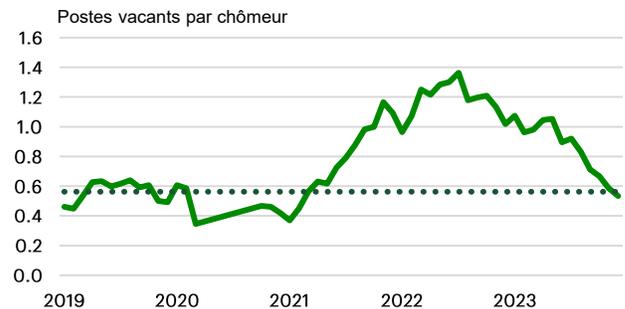
Le secteur public a également été touché par des grèves au cours des deux derniers mois de l'année, ce qui a entraîné une autre baisse du PIB global au quatrième trimestre. Toutefois, ces grèves ont pris fin en décembre, ce qui devrait redonner un coup de fouet au PIB en début d'année. En outre, les investissements sont un autre facteur qui devrait contribuer à l'accélération du PIB cette année. D'après la récente enquête sur les intentions d'investissement et de dépenses en immobilisations de Statistique Canada (graphique 1), les investissements devraient être substantiels en 2024. Le projet de construction de l'usine de fabrication de batteries pour les véhicules électriques de Northvolt, dont l'investissement se chiffre à 7 milliards de dollars, est en cours et devrait être réalisé d'ici 2026. Entre-temps, il est peu probable que le secteur de la construction de propriétés soit un frein important à la croissance comme en 2023, et le budget publié récemment par le gouvernement indique une solide croissance des dépenses de programmes cette année.

**Graphique 1 : Les investissements non résidentiels devraient soutenir la croissance du PIB au Québec cette année**



Source : Statistique Canada, Services économiques TD.

**Graphique 2 : Une nette amélioration de l'équilibre du marché de l'emploi québécois est observée**



Source : Statistique Canada, Services économiques TD.

Les dépenses des ménages sont l'un des secteurs de l'économie québécoise qui n'ont pas connu de difficultés l'an dernier. En effet, au cours des trois premiers trimestres de 2023, les dépenses ont connu une augmentation florissante de 2,6% sur 12 mois, soutenue par une croissance solide du taux d'emploi (et des salaires), ainsi que par la croissance de la population la plus importante depuis les années 1950, laquelle est soutenue par l'afflux massif de travailleurs étrangers temporaires au Québec. Le nombre d'étudiants étrangers a été beaucoup plus modeste. Compte tenu de leur nombre relativement faible au Québec, il est peu probable que la province subisse les effets négatifs de l'annonce récente du gouvernement du Canada concernant l'établissement de plafonds sur le nombre de permis d'études accordés aux étudiants étrangers.

Nous nous attendons à ce que la consommation demeure relativement solide au Québec au cours de la période prévisionnelle (malgré le poids des coûts d'emprunt élevés), grâce à la croissance soutenue du marché de l'emploi. De plus, les ménages ont des taux d'endettement relativement faibles et possèdent suffisamment d'économies dans lesquelles puiser pour financer leurs dépenses. Cela dit, le ralentissement de la croissance économique a permis aux marchés de l'emploi d'atteindre un bien meilleur équilibre (graphique 2), ce qui devrait permettre à la croissance des salaires de ralentir et limiter les dépenses des ménages.

## Perspectives économiques provinciales

### Prévisions Économiques Provinciales

Les Provinces	PIB réel (variation, %)			PIB nominal (variation, %)			Emplois (variation, %)			Taux de chômage (moyenne, %)			Mises en chantier (milliers d'unités)			Prix de vente des maisons (variation, %)		
	2023P	2024P	2025P	2023P	2024P	2025P	2023P	2024P	2025P	2023P	2024P	2025P	2023P	2024P	2025P	2023P	2024P	2025P
<b>National</b>	<b>1.1</b>	<b>0.9</b>	<b>1.5</b>	<b>2.7</b>	<b>4.4</b>	<b>3.6</b>	<b>2.4</b>	<b>1.1</b>	<b>0.7</b>	<b>5.4</b>	<b>6.3</b>	<b>6.6</b>	<b>241.7</b>	<b>229.7</b>	<b>232.1</b>	<b>-3.0</b>	<b>1.2</b>	<b>4.3</b>
Terre-Neuve-et-Labrador	-1.3	2.3	1.3	-4.8	5.6	3.3	1.7	3.1	0.1	9.9	10.7	11.3	1.0	1.3	1.3	0.8	8.7	3.1
Île-du-Prince-Édouard	2.7	2.1	1.4	5.5	5.7	3.6	5.7	3.3	0.5	7.4	7.7	7.9	0.9	1.1	1.2	-2.1	4.6	3.1
Nouvelle-Écosse	1.4	1.5	1.3	4.2	5.0	3.4	2.7	3.7	0.3	6.4	6.6	6.7	7.2	6.8	5.9	3.1	4.5	3.6
Nouveau-Brunswick	1.2	0.9	1.3	3.1	3.8	3.3	3.4	1.7	0.3	6.6	7.1	7.3	4.9	3.2	2.7	2.6	10.1	4.0
Québec	0.1	0.7	1.2	3.8	4.3	3.5	2.3	0.3	0.5	4.4	5.4	5.8	39.6	43.6	47.1	0.3	6.1	3.5
Ontario	1.3	0.6	1.5	4.3	3.9	3.4	2.4	0.4	1.0	5.7	6.9	7.1	90.0	86.0	89.4	-5.3	-2.0	2.7
Manitoba	1.5	1.2	1.4	3.4	4.8	3.4	2.5	1.7	0.4	4.8	4.8	5.2	7.1	5.4	6.2	-2.7	5.0	4.0
Saskatchewan	1.3	1.7	1.7	-0.6	5.1	3.5	1.8	1.7	0.8	4.8	5.3	5.4	4.6	3.9	4.6	-0.2	5.0	4.8
Alberta	2.3	2.1	1.9	-1.1	5.7	4.0	3.6	2.9	1.1	5.9	6.4	6.4	35.9	36.6	31.4	0.6	8.5	4.2
Colombie-Britannique	1.0	0.5	1.9	2.7	3.7	4.1	1.6	1.6	0.2	5.2	5.8	6.2	50.6	41.8	42.3	-1.5	1.2	2.8

Sources : Association canadienne de l'immeuble, SCHL, Statistique Canada, Services économiques TD, Prévisions des Services économiques TD, mars 2024.

Pour toute demande des médias, veuillez contacter Debra Moris au 416-983-8141

### Avis de non-responsabilité

Le présent rapport est fourni par les Services économiques TD. Il est produit à des fins informatives et éducatives seulement à la date de rédaction, et peut ne pas convenir à d'autres fins. Les points de vue et les opinions qui y sont exprimés peuvent changer en tout temps selon les conditions du marché ou autres, et les prévisions peuvent ne pas se réaliser. Ce rapport ne doit pas servir de source de conseils ou de recommandations de placement, ne constitue pas une sollicitation d'achat ou de vente de titres, et ne doit pas être considéré comme une source de conseils juridiques, fiscaux ou de placement précis. Il ne vise pas à communiquer des renseignements importants sur les affaires du Groupe Banque TD, et les membres des Services économiques TD ne sont pas des porte-parole du Groupe Banque TD en ce qui concerne les affaires de celui-ci. L'information contenue dans ce rapport provient de sources jugées fiables, mais son exactitude et son exhaustivité ne sont pas garanties. De plus, ce rapport contient des analyses et des opinions portant sur l'économie, notamment au sujet du rendement économique et financier à venir. Par ailleurs, ces analyses et opinions reposent sur certaines hypothèses et d'autres facteurs, et sont sujettes à des risques et à des incertitudes intrinsèques. Les résultats réels pourraient être très différents. La Banque Toronto-Dominion ainsi que ses sociétés affiliées et entités apparentées qui constituent le Groupe Banque TD ne peuvent être tenues responsables des erreurs ou omissions que pourraient contenir l'information, les analyses ou les opinions comprises dans ce rapport, ni des pertes ou dommages subis.